

FRANCIS GURRY

Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

Virginie ROBERT

Francis Gurry, nous espérons que vous allez dire quelque chose d'un peu plus positif. Nous comprenons très bien qu'il y a beaucoup de risques et qu'il y a une question de confiance. Nous devons absolument trouver de nouvelles formes de gouvernance. L'idée de mettre l'intelligence en réseau me laisse un peu d'espoir. Quel est votre point de vue ?

Francis GURRY

Merci beaucoup Virginie. Merci également à Thierry de Montbrial pour cette invitation. Je ne serai pas aussi optimiste, je le crains, ni nécessairement pessimiste, mais je me concentrerai davantage sur le problème que sur la solution, car nous ne pouvons pas concevoir de solution avant de comprendre complètement le problème. Nous progressons, mais nous n'y sommes pas encore complètement.

En ce qui concerne l'impact du monde connecté sur la gouvernance, plus la connexion est étroite, plus la dépendance créée est grande et plus la dépendance est grande, plus la vulnérabilité et le risque sont importants. Nous l'avons vu et nous voyons le risque d'atteinte à la vie privée qui se manifeste dans les discussions sur la politique et la gouvernance en matière de protection des données personnelles. Le risque pour les actifs de l'entreprise joue sur la manière dont nous traitons le cyberespionnage. Le risque d'atteinte à l'intégrité des données se manifeste dans le domaine des *fake news*. Le risque pour la sécurité se joue dans le domaine de la guerre cybernétique.

Ces risques sont sensiblement différents des risques du passé de par leur nature et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce qu'ils ont un caractère international et c'est une évidence, mais ce n'était pas nécessairement le cas dans le contexte passé. La seconde raison est qu'ils se produisent à une vitesse accélérée, et la troisième est qu'ils sont radicaux et le fruit de l'accumulation de connaissances. Sherlock Holmes dit que la connaissance engendre la connaissance, tout comme l'argent engendre l'intérêt, et c'est ce qui se produit, bien sûr, avec le degré de connaissance existant dans le monde.

Nos institutions ont été conçues pour un contexte complètement différent. Si l'on pense en termes de ville fortifiée, c'était l'unique réponse d'un gouvernement face aux risques extérieurs. Nous sommes maintenant confrontés à des risques de nature différente, ce qui perturbe radicalement l'efficacité et l'efficacéité de nos institutions de gouvernance, car elles ont été conçues pour autre chose. Nous pouvons le constater sous de nombreux aspects.

Par exemple, j'ai indiqué trois éléments qui différencient les risques de nos jours dans le monde connecté, dont la rapidité. Partant de là, nous nous trouvons confrontés à une série de situations auxquelles nos institutions n'ont pas eu le temps de réfléchir. Nous vivons dans un monde dans lequel vous pouvez faire n'importe quoi sauf ce qui est expressément interdit, par opposition à un monde dans lequel vous ne pouvez faire que ce qui est permis, et je ne suis pas en train de proposer un changement ici. La science et la technologie, tant que nous vivons dans un tel contexte, en particulier en ce qui concerne la vitesse et l'accumulation de connaissances, seront largement en avance sur des institutions conçues pour traiter des risques dans des contextes différents.

Il y a de nombreux exemples, mais cela a pour effet que la gouvernance est de plus en plus le fait du marché et de la technologie, ou si vous voulez, dans l'ordre, elle est de plus en plus le fait de la technologie qui détermine réellement les orientations sociales, ou l'orientation de la société, et les modèles économiques construits par le marché sur cette base. Cela n'a rien à voir avec les gouvernements. Vous pouvez le voir dans des exemples relativement simples et jusqu'à des exemples beaucoup plus importants.

Je peux vous donner un exemple de mon domaine, qui est la musique. Il y a eu une révolution au cours des 20 dernières années dans la production, la distribution et la consommation de musique - tout a changé. Nous sommes arrivés à une situation ces deux dernières années dans laquelle, pour la première fois en 20 ans, la taille de l'industrie

de la musique dans le monde a augmenté et les ventes sur le marché numérique ont augmenté. Cette situation a été produite par le marché, pas par les gouvernements, et je parle en tant que personne dont le travail consiste à obtenir une coopération internationale pour trouver des solutions à ce type de situation. Il a été produit par des modèles économiques différents et plus accessibles.

Par conséquent, nous sommes dans une situation où le marché et la technologie établissent une forme de gouvernance et de direction sociale, quelles que soient les idéologies, simplement en raison de la rapidité et de la nature radicale des technologies. En ce qui concerne la solution internationale à cet égard - étant donné que l'une des caractéristiques du nouveau cadre de risques est que ces risques sont internationaux - la solution est plus difficile et beaucoup plus lente qu'au niveau national, mais nous avons bien sûr des problèmes et des risques internationaux. De plus, au niveau international, nous constatons que ces domaines de risque sont également les domaines de la concurrence.

Permettez-moi de donner l'exemple du virus Ebola et de l'OMS. Il est relativement facile à l'OMS de parvenir à un objectif commun en vue de la suppression du virus Ebola parce que les intérêts de tous sont les mêmes - nous voulons tous éradiquer le virus pour des raisons différentes. Ce n'est pas le cas dans le domaine de la science et de la technologie, car elles sont au centre de la concurrence entre les pays. C'est une nouveauté car elles n'ont pas toujours été aussi centrales, même s'il est vrai qu'elles ont souvent occupé une place importante. Deuxièmement, elles sont au cœur de la différence et des disparités. Les grandes disparités dans le monde résultent de décalages en termes de capacités technologiques.

Par conséquent, nous sommes confrontés à une situation tumultueuse à bien des égards - de nouveaux risques d'une nature différente, qui perturbent les institutions de gouvernance que nous connaissons, parce qu'elles ont été conçues pour des villes fortifiées. Les situations sont différentes et il est difficile de progresser car c'est aussi un domaine concurrentiel dans lequel il existe d'énormes écarts.

Ces deux facteurs - le fait que la science et la technologie soient à la base de la concurrence mais aussi des plus grandes disparités - créent une situation qui contribue aux mouvements que nous observons vers l'unilatéralisme, en tant que position politique, plutôt que vers le multilatéralisme. En effet, si vous devez vous lancer dans une compétition, vous allez le faire à un niveau national. Ce facteur contribue également aux mouvements que nous constatons vers des approches nationales et unilatérales par opposition à des approches multilatérales.

Cependant, du fait de l'interconnexion, le premier initiateur, à condition qu'il ait l'envergure nécessaire, déterminera la règle globale. C'est ce que nous observons avec le RGPD. L'UE l'a initié et l'envergure de l'UE est telle que le monde entier doit s'y conformer. Ce pourrait être différent si un petit pays, un État insulaire par exemple, introduisait cette réglementation, mais en l'occurrence il s'agit de l'UE. En outre, nous observons une pression croissante dans ce sens au cours de ces derniers jours avec notamment Tim Cook d'Apple qui a déclaré que les États-Unis devaient également mettre en place un cadre réglementaire pour la protection des données personnelles. Ceci, ajouté aux mouvements sociaux sur Internet, crée une situation dans laquelle l'influence est exercée d'une manière différente, par le premier initiateur lui-même. Je ne dis pas que l'UE a délibérément choisi de le faire, mais c'est l'impact aujourd'hui d'une absence de multilatéralisme et d'un retour, pour de multiples raisons, à des approches unilatérales. Cependant, nous verrons également que les premiers pas sont faits par la Chine et, malgré leur culture non réglementaire, par les États-Unis. Cela crée une situation peu optimiste pour la gestion des risques, dans laquelle nous devons faire face à un ensemble de risques entièrement nouveaux.

Nous devons donc repenser radicalement nos modèles de gouvernance pour faire face aux nouvelles formes de risque.